

La culture belge au régime sec

Le gouvernement Michel a décidé de sabrer dans les dépenses culturelles fédérales comme jamais. Un cataclysme.

Le montant des coupes budgétaires imposé au secteur scientifique et culturel belge est d'une ampleur jamais atteinte : jusqu'à moins 30 %.

« *Un véritable cataclysme !* » C'est en ces termes que Philippe Mettens, le président de Belspo, le service de politique scientifique, partenaire administratif des institutions scientifiques et culturelles fédérales belges, commente les choix budgétaires du gouvernement Michel. « *Quand nous avons lu dans la déclaration gouvernementale que notre service était "supprimé", nous nous sommes dit que le secteur culturel fédéral était tout simplement menacé de disparition. Cette mesure vient*

s'ajouter aux économies linéaires imposées à l'ensemble du secteur public. En clair, les institutions scientifiques et culturelles devront faire 12 % d'économies sur le personnel, 20 % sur les frais de fonctionnement et 30 % sur les investissements mais, en plus, elles devront reprendre à leur charge les missions que Belspo exerçait ». explique-t-il.

Le nouveau gouvernement impose aussi aux établissements fédéraux visés de déposer des budgets de recettes et de dépenses sur base annuelle, ce qui les empêchera de jouer avec les fonds de réserve qui leur permettaient jusqu'ici de monter des expositions événementielles ou d'acquérir des œuvres excep-

tionnelles.

Cette décision conduira notamment à limiter l'organisation de grands événements culturels avec le risque de se voir reprocher de ne plus rien faire et de tendre, par là, la perche à ceux qui souhaitent les démanteler.

A mots couverts, plusieurs responsables culturels parlent de « *naïveté francophone* », estimant que le vrai but de la politique budgétaire de la N-VA est « *d'assécher les dernières institutions culturelles belges pour montrer qu'elles ne servent plus à rien* ».

Dit autrement : « *On veut supprimer un secteur qui restait un ciment entre les différentes communautés du pays.* » ■

Le début de la fin pour la culture belge ?

► Le montant des coupes budgétaires imposé au secteur scientifique et culturel belge est d'une ampleur jamais atteinte : jusqu'à moins 30 %.

► Verra-t-on bientôt comme en Italie ou au Portugal, des musées belges ouverts deux jours par semaine ou carrément fermés ?

► Le danger est réel. Du Théâtre royal de la Monnaie aux Musées royaux des Beaux-Arts, c'est la consternation.

Un véritable cataclysme ! » C'est en ces termes que Philippe Mettens, le président de Belspo, le service de politique scientifique, partenaire administratif des institutions scientifiques et culturelles fédérales belges, commente les choix budgétaires du gouvernement Michel.

« Nous apportons aux musées un appui dans la gestion du personnel, des budgets, des services juridiques et de la digitalisation des œuvres. Cela permet d'optimiser les moyens mis à la disposition de chacun et de les consacrer à la muséographie plutôt qu'à la comptabilité. Quand nous avons lu dans la déclaration gouvernementale que notre service était "supprimé", nous nous sommes dit que le secteur culturel fédéral était tout simplement menacé de disparition. Cette mesure vient s'ajouter aux économies linéaires imposées à l'en-

semble du secteur public. En clair, les institutions scientifiques et culturelles devront faire 12 % d'économies sur le personnel, 20 % sur les frais de fonctionnement et 30 % sur les investissements mais, en plus, elles devront reprendre à leur charge les missions que Belspo exerçait. A terme, cela va compromettre toutes les politiques d'acquisition d'œuvres d'art et d'exposition des musées fédéraux. Plus que d'austérité froide et linéaire, je crois qu'il faut parler d'un démantèlement de la culture. »

« On s'attendait à devoir faire des économies, explique Guido Gryssels, directeur du Musée royal de l'Afrique centrale actuellement fermé pour de gros

« On veut supprimer un secteur qui restait un ciment entre les différentes communautés du pays »

travaux de rénovation. Mais ce qui est très dur, c'est la soudaineté de la chose. L'année 2015 va être très difficile et en tout, sur 5 ans, notre budget effectif sera réduit de quasiment 30 % alors que nous sommes en pleine phase d'extension et de rénovation du musée. Les travaux ne seront pas menacés mais pour la scénographie et la réinstallation des collections, il va falloir trouver de nouveaux moyens. Et surtout, la recherche scientifique et les services au public risquent d'être particulièrement affectés. » Certaines institutions fédérales pourraient même être contraintes de fermer plusieurs jours par semaine.

Le nouveau gouvernement impose aussi aux établissements fédéraux visés de déposer des budgets de recettes et de

dépenses sur base annuelle, ce qui les empêchera de jouer avec les fonds de réserve qui leur permettaient jusqu'ici de monter des expositions événementielles ou d'acquérir des œuvres exceptionnelles. Ces fonds de réserve étaient générés par les recettes propres provenant, par exemple, de la vente des billets d'entrée. Ils seraient dorénavant versés dans le budget.

Cette décision conduira notamment à limiter l'organisation de grands événements culturels avec le risque de se voir reprocher de ne plus rien faire et de tendre, par-là, la perche à ceux qui souhaitent les démanteler. A mots couverts, plusieurs responsables culturels parlent

de « naïveté francophone », estimant que le vrai but de la politique budgétaire de la N-VA est « d'assécher les dernières institutions culturelles belges pour montrer qu'elles ne servent plus à rien ». Dit clairement : « On veut supprimer un secteur qui restait un ciment entre les différentes communautés du pays ». Dans les rangs de la suédoise, c'est le silence radio. Chez Elke Sleurs, la secrétaire d'Etat N-VA responsable de la politique scientifique, on ne fait aucun commentaire. Du côté de Didier Reynders, ministre de tutelle de la Monnaie, du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles et de l'Orchestre National de Belgique, la prudence est de mise : « Les cabinets sont en train de s'installer et les dossiers ne sont pas encore décortiqués dans les détails. Didier Reynders est en mission économique en Colombie. Il nous faut encore une semaine ou deux pour y voir clair dans les chiffres. » ■

**DANIEL COUVREUR
JEAN-MARIE WYNANTS**

La Monnaie asphyxiée par la suédoise

Le gouvernement Michel a décidé de sabrer dans les dépenses culturelles comme jamais. Au premier rang des victimes, figure l'Opéra de la Monnaie, forcé d'économiser 6,5 millions sur un budget annuel de 36 millions, et de fusionner avec l'Orchestre national de Belgique. Une mesure qui équivaut à casser un outil majeur du rayonnement de la Belgique.

1 Le massacre budgétaire

Il y a deux semaines, nous nous étions penchés sur une petite phrase de la communication du gouvernement fédéral qui parlait d'une analyse des rapprochements possibles entre la Monnaie et l'ONB. Pour conclure que la question faisait sens mais qu'elle devait d'abord faire l'objet d'une analyse approfondie avec les intéressés et dans un souci d'atteindre une efficacité maximale de l'offre musicale. Aujourd'hui, c'est une coupe budgétaire radicale qui est annoncée, d'autorité : moins 4 % sur les dépenses de salaires (80 % du total) et 20 % sur les frais de fonctionnement et ensuite des diminutions successives de 2 % par an, ce qui conduit à une baisse du subside de 16,5 % à la fin de la législature soit 6,5 millions. Le tout accompagné de l'annonce d'une fusion Monnaie/ONB. Les mesures annoncées sont aussi univoques qu'impraticables sur le plan économique. Voudrait-on casser l'outil qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

2 Une incohérence face au système de gestion

Un théâtre d'opéra exige un personnel nombreux. Indépendamment de son chef et de ses solistes, un spectacle exige la présence d'instrumentistes, de choristes, de répétiteurs. Sans parler de l'ensemble du personnel d'accueil et de scène (éclairagistes, machinistes, régisseurs) et d'ateliers (peintres, modistes, couturières...) engagés en amont dans la production des costumes et décors. Et n'oublions pas le personnel administratif, de vente et de promotion. Tout ce personnel représente des coûts fixes incompressibles. La part des coûts variables d'une maison comme la Monnaie représente un maximum de 20 % de son budget total de l'ordre de 36 millions. Et c'est sur ces 7,5 millions que la Monnaie devrait faire une économie de 20 %. Des compressions de frais peuvent s'envisager via divers *outsourcings* mais cela prend du temps et n'est pas toujours rentable.

3 Une machine de guerre qui ne jouerait plus

La seule marge est de jouer moins. C'est déjà ce qu'a fait la Monnaie cette saison en supprimant une de ses productions prévues. Mais cela ne permettra jamais de générer les économies demandées. La seule façon de combler le trou rapidement serait d'empocher le subside et de ne pas jouer pendant un an ! On est en plein surréalisme belge.

4 Une fusion précipitée

On viendra nous rétorquer qu'en fusionnant l'ONB et la Monnaie, on crée un pool de musiciens dans lequel on peut allégrement et rapidement éliminer les redondances. C'est oublier un peu vite que ces musiciens, comme ceux de la Monnaie, ont un statut et une spécificité. Y croire, c'est regarder un peu légèrement un orchestre comme une masse fongible d'exécutants interchangeable : on ne remplacera jamais le départ d'un tromboniste par un violoniste ! Et la gestion quotidienne des services de répétitions et d'exécution (concerts et représentations d'opéra) exige une mise en place minutieuse qui ne s'improvise pas.

5 Des décisions unilatérales

On tire d'autant plus facilement sur la Monnaie que sa structure fédérale incarne symboliquement la vitrine de la culture belge depuis la Révolution de 1830. Le gouvernement ne prend pas en compte les conséquences sur le terrain des mesures d'austérité annoncées. Comment expliquer le fait de ces décisions unilatérales n'ont fait l'objet d'aucune concertation ? On répondra que les autorités ont la « sagesse » de laisser les institutions utiliser leur marge de manœuvre pour solutionner leurs problèmes futurs. Mais ce n'est pas en ligotant un athlète qu'on peut lui permettre de mieux s'entraîner demain. ■

SERGE MARTIN

Draguet « Le politique doit nous dire ce qu'il veut qu'on supprime »

ENTRETIEN

Directeur des Musées royaux des Beaux-Arts, Michel Draguet est évidemment touché par les nouvelles mesures budgétaires.

Vous subissez le même traitement que tous les services de l'Etat. En quoi est-ce anormal ?

La norme budgétaire est la même pour tous. Mais les services ne sont pas comparables. Moi, si j'applique cela, je n'ai plus les moyens d'assurer la conservation des œuvres. Ou alors, je ne peux plus répondre à nos autres obligations.

En même temps, on parle d'une plus grande autonomie pour les établissements fédéraux dont font partie les Musées royaux... C'est bien joli mais en s'émancipant de Belspo (NDLR : lire interview ci-contre), nous perdons tous les services d'appui qu'ils nous fournissaient et

qu'il faudra reprendre à notre charge. L'autonomie s'accompagne d'une asphyxie. Avec Belspo on avait créé une synergie, système que reprend la suédoise pour ses ministères... tout en le démontant pour la politique scientifique.

Qu'est-ce que cela implique dans votre politique future ?

Dans le pilotage de la réforme telle qu'imposée, l'inspection des finances va avoir avis d'utilité sur tout. Dans une administration lambda, on peut éventuellement défendre cela. Mais dans notre secteur, cela signifie qu'on n'évaluera plus les choses en termes sociétaux, scientifiques, culturels mais en termes purement budgétaires. Cela n'a pas de sens. Même sur un plan économique puisqu'ainsi, on asphyxie les établissements et les musées générateurs de richesse. Aujourd'hui, on est sur la carte

internationale, il y a du tourisme qui vient chez nous, ça fait vivre l'horeca, le milieu associatif, les milieux artistiques et culturels... Et d'un coup, on nous coupe la prise et on nous dit : « Vous êtes autonomes ». Un pendu au bout de sa corde est aussi autonome.

Qu'allez-vous faire ?

Je pense que dans un premier temps, il faut un dialogue avec notre nouvelle ministre pour lui expliquer ce qu'on est, comment on fonctionne, pourquoi, etc. Et il faut qu'elle nous dise ce qu'on doit supprimer : les postes scientifiques ? les services éducatifs ? Le gardiennage ? Avec toutes les conséquences que cela entraîne. Il n'y a pas d'option qui ne soit pas dommageable. Mais c'est le politique qui doit nous dire ce qu'il veut qu'on supprime. ■

Propos recueillis par
JEAN-MARIE WYNANTS

Peter de Caluwe « On ne va pas pleurer, on va agir ! »

ENTRETIEN

Peter de Caluwe est responsable du Théâtre royal de la Monnaie depuis 2007. Le dramaturge belge tente de rester positif malgré l'ampleur de l'effort imposé à l'opéra national.

Comment réagissez-vous aux mesures d'économies qui vous sont unilatéralement imposées ?

Soyons clairs, je ne veux pas réagir à chaud. Ces mesures m'ont été communiquées vendredi soir. J'ai pris le week-end pour y réfléchir et j'en ai discuté avec la direction et le conseil d'administration de la Monnaie. J'en ai parlé au personnel mercredi et un document de réflexion sera publié ce jeudi. Ce

qui me choque dans ces mesures, c'est leur caractère unilatéral, outrancier et peu pragmatique. Comment expliquer que de telles mesures n'aient fait l'objet d'aucune concertation avec la direction, le conseil et les commissaires du gouvernement de la Monnaie ? Il est outrancier de nous considérer comme de simples administrations fédérales sans prendre en compte notre spécificité d'institutions culturelles créatives. Il est irréaliste dans la mesure où il ne prend pas en compte les spécificités de notre fonctionnement et de nos structures. Veut-on vraiment nous voir continuer notre mission de création ?

Quelle est l'ampleur réelle de l'effort ?

A échéance de 2019, on arrive à un ajustement du subside de 16,5 % soit 6,5 millions d'euros. Mais cela ne tient pas compte de l'effort d'économies de 20 % fourni au cours des cinq dernières années, ce qui nous amène à un effort

global de 37 % sur dix ans. Et ceci sans parler par les coûts de notre saison hors les murs pendant les travaux de rénovation du théâtre.

L'opéra peut-il augmenter ses recettes propres ?

Nous ne faisons que cela depuis des années, nos ressources propres (billetterie, sponsoring, mécénat, coproductions) représentent désormais 36 % de notre budget. Et cela avec une salle de 1.100 places. Avec une salle de 1.600 places, le Nederlandse Opera n'atteint que 25 % ! Mais attention, notre succès (avec un taux de remplissage de 98 %) est le reflet de notre réputation et de la qualité de nos productions.

Comment allez-vous réagir ?

On ne va en tout cas pas pleurer, on va agir. Et nous allons d'abord demander de pouvoir avoir une discussion sur la nature de ces mesures et leur impact

sur notre mode de gestion qui n'a apparemment pas été pris en compte. Et puis nous ferons le tour des solutions possibles avec tous nos partenaires.

N'est-ce pas la liberté du monde

culturel qui dérange ?

J'espère que non mais je garde une crainte : que les côtés univoques et brutaux de ces mesures ne dissimulent un agenda caché. Veut-on ou non encore disposer d'institutions culturelles fédé-

rales qui montrent l'incroyable fertilité de notre monde biculturel ? Acceptera-t-on que nous restions ce secteur créateur de valeur que le monde nous envie ? ■

**Propos recueillis par
SERGE MARTIN**